



Fusion DGI-DGCP, un bilan cet été ?



Solidaires
SNUI aux Impôts



SUD Trésor à la
Comptabilité Publique

Après l'annonce du candidat Sarkozy le 2 mai sur la nécessité de fusionner les deux administrations, une audience entre le ministre Woerth et les 4 fédérations représentatives à Bercy a eu lieu le 29 juin. Durant la semaine du 9 juillet, chaque fédération a ensuite été reçue en bilatérale par les membres du cabinet chargés d'élaborer et de conduire les opérations de fusion DGI-DGCP.

Une délégation de la FDSU les a donc rencontrés mardi 10 juillet après midi. Le SNUI et SUD Trésor ont rappelé qu'ils n'étaient pas particulièrement demandeurs d'une quelconque fusion et ont posé leurs exigences en sachant qu'aucune décision ne serait prise pendant l'été.

Un bilan est nécessaire...

Dans la continuité des propos tenus par le ministre le 29 juin (consulter, écouter, décider, mettre en œuvre), l'administration souhaitait essentiellement nous entendre sur le contenu et le périmètre du bilan des rapprochements DGI-DGCP déjà effectués. Pour elle, ce bilan doit être postérieur à 2005 et réalisé dans un délai raisonnable.

Pour nos deux syndicats, la question du délai de réalisation de ce bilan a des conséquences sur le moment que choisira le ministre pour annoncer quel scénario de fusion il retient. Nous avons donc plaidé pour que ce bilan soit réalisé durant l'été, d'autant plus que nombre d'éléments ont déjà été agrégés par les deux directions générales concernées.

Hôtels des Finances, compétences croisées, PVFI, IFU (SIE, DGE), Centres de prélèvement service, d'encaissement, Centres d'appels, spécialisation, Copernic... Toutes ces évolutions accumulées par les agents depuis 5 ans doivent être analysées et confrontées. C'est nécessaire pour savoir ce qu'il est possible de faire et surtout pour démontrer ce qui serait dommageable tant pour l'exercice des missions, pour le maillage territorial que pour les conditions de vie au travail des agents.

Le travail en commun déjà engagé par le SNUI et SUD Trésor sur ces thèmes va se poursuivre durant l'été. De notre point de vue, pour réaliser un bilan dynamique permettant de dégager de réelles pistes d'amélioration du fonctionnement de nos administrations, certains thèmes sont prioritaires. Il en est ainsi de l'informatique et des « frontières molles » (l'accueil du public et les transferts de missions).

... le positionnement du ministre également !

Pour la FDSU, il est de la responsabilité du ministre de révéler dès septembre son choix, de l'assumer et d'expliquer pourquoi il retient tel ou tel scénario de fusion. Cinq mois après la première annonce, les agents ne comprendraient pas qu'un doute pèse encore sur leur avenir administratif et le sentiment qu'un « plan caché » ou qu'une décision arrêtée de longue date existe vraiment. En terme de méthode, le ministre doit donner de la visibilité aux agents, ne serait-ce que pour leur permettre de mesurer leurs intérêts en terme de situation personnelle (pas de changement de résidence), de rémunération (les efforts, ça se paye) et de perspectives de carrière. De plus, dans un contexte d'élections professionnelles, personne n'a à gagner à rester dans le flou.

Pour la FDSU, il est nécessaire de connaître le schéma de fusion retenu à la rentrée afin de travailler dès que possible sur les revendications de tous les agents.

Plus globalement, la FDSU a rappelé à ses interlocuteurs que quel que soit le schéma retenu, il serait catastrophique d'anticiper des gains de productivité car la présence d'un maximum d'agents sera nécessaire pour assurer la période de transition.

En questions diverses, la FDSU a de nouveau exigé que le plan de qualification 2007 soit abondé et publié très rapidement par le ministre.

Paris, le 12 juillet 2007.